



Communiqué de presse de l'Association Latcho Rom.

Depuis des siècles, Roms et Tziganes ont été jetés à la vindicte populaire et même exterminés à 90 % pendant l'holocauste. Aujourd'hui encore Les Roms servent de boucs émissaires. Ne l'oublions pas !

Mardi, le tribunal a rendu sa décision dans le référé demandé par la Ville de Strasbourg concernant quatre campements roms. Les 110 personnes occupant ces terrains peuvent désormais être expulsées à tout moment.

L'association et le collectif Latcho Rom contestent cette décision et regrettent vivement que la Ville ait maintenu la décision de poursuivre la procédure jusqu'à son terme, malgré nos demandes incessantes. Des pressions sont faites par la police, des huissiers pour faire partir ces Roms de leurs campements. Nous observons un décalage entre la réalité vécue par ces Roms et les intentions affichées par les autorités.

Le Président Hollande et le gouvernement, par la circulaire du 26 août 2012, se sont en effet engagés à ne pas procéder à des expulsions sans relogement et ont insisté sur la notion de "*concertation*" avec les associations et les autres acteurs publics.

Roland Ries, lors d'un Sommet des maires européens pour améliorer la situation des Roms au Conseil de l'Europe en 2011 avait dénoncé « la politique du bouc émissaire » en faisant allusion à la politique du Ministre de l'Intérieur d'alors. Il s'agissait de prendre des mesures concrètes pour améliorer l'hébergement, la scolarisation ou encore l'accès au travail des Roms.

Nous demandons, conformément aux engagements de la municipalité, répétés lundi 8 octobre lors d'une réunion avec les représentants de l'association et du collectif Latcho Rom, qu'aucune famille Rom ne soit expulsée sans solution durable et globale.

Nous demandons que l'ensemble des pouvoirs publics (Ville, Département, Région, Etat, Europe) prennent leurs responsabilités de manière urgente, avant la période hivernale, pour trouver, avec les associations, des solutions pérennes à la situation dramatique que vivent ces familles et garantir le droit au logement de tous ces citoyens européens.

Pour que Strasbourg, capitale de l'Europe, soit à la hauteur de ses ambitions en matière de démocratie locale et de droits de l'homme, il n'est plus tolérable que des hommes, des femmes et des enfants continuent à vivre sur notre territoire, non seulement dans une situation aussi inhumaine mais aussi avec l'angoisse d'être expulsés

Des dizaines de millions d'euros de fonds spéciaux européens pour les ROMS, seront perdus en 2012 parce que l'Etat Français n'a utilisé qu'un million d'euros.

Nous proposons des projets comme l'autoconstruction par ces Roms, en impliquant toutes les collectivités locales et l'Union Européenne. Ceci permettra un hébergement digne des familles mais aussi la possibilité d'un retour au pays pour ceux qui le désirent en ayant un vrai projet "économique d'insertion - formation ».

Il est souvent fait état de la déclaration universelle des droits de l'Homme, mais ces droits sont très souvent bafoués lorsqu'il s'agit des Roms. A nous de changer cela !

Strasbourg, le 11 octobre 2012

Ce communiqué est signé aussi par les associations suivantes faisant partie du collectif Latcho Rom.

Arpomt, Collectif sdf Alsace, Collectif Justice et Liberté, Comité de Strasbourg du MRAP, Emmaüs - Mundolsheim, Médecins du Monde-Strasbourg, Secours Populaire Français-67, UJFP-Alsace, Collectif Justice et Liberté.

Les signatures seront complétées prochainement.